REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DE LA REUNION

TERRITOIRE DE LA CINOR

REGIE DU SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF (REGIE DU SPANC)

COMPTE RENDU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
EN SEANCE DU 27 FEVRIER 2013.

L'an deux mille treize, le **mercredi 27 février 2013 à 14h30**, le Conseil d'Administration de la Régie du Service Public d'Assainissement Non Collectif (Régie du SPANC) dûment convoqué s'est régulièrement réuni en salle de réunion à la Régie.

ETAIENT PRESENTS :

- Monsieur Gérald MAILLOT (Président)*
- Monsieur Francis TESTAN (Vice Président)*
- Monsieur Georges RASSABY*
- Monsieur Christian TUAL (Receveur Municipal)
- Monsieur Claude MVONDO (Directeur)

** avec voix délibérative*

ETAIENT ABSENTS :

- Monsieur Yves FERRIERES
- Monsieur Noor Olivier BASSAND
- Monsieur Jean Pierre ESPERET
- Madame Christine VIDY
- Monsieur Patrick GERBANDIER
- Madame Jasmine CAROUPAPOULLE

Début de la séance : 15h05

Le quorum étant atteint, le Conseil d'Administration a procédé à l'examen les différents points inscrits à l'ordre du jour.

1/ MARCHE POUR LE DIAGNOSTIC DES SYSTEMES D'ASSAINISSEMENT EXISTANTS : SUSPENSION DE LA PRESTATION.

Rapporteur : Monsieur le Directeur

Monsieur MVONDO rappelle les orientations prises par le Conseil d'Administration dans le cadre de cette affaire lors de la précédente assemblée du 29 janvier 2013, soit le report de la décision du SPANC dans l'attente d'une nouvelle concertation avec la CINOR.

L'objet de cette réunion était de présenter à la collectivité, des propositions du SPANC tendant à « *réduire l'incidence financière pour les usagers* » et par conséquent à assurer la poursuite de la campagne des contrôles.

Il précise par ailleurs que conformément à la demande du SPANC à VEOLIA, à l'issue du Conseil d'Administration du 29 janvier 2013, aucun nouveau rendez-vous n'a été programmé sur le terrain ; dès lors les contrôles réalisés par le prestataire correspondent à ceux qui avaient été convenus avec les usagers, antérieurement à la date susmentionnée.

Aussi, suite aux derniers échanges que le Président du SPANC a eu avec la CINOR, il convient d'arrêter la décision à prendre.

Monsieur MAILLOT informe l'assemblée qu'à l'issue de sa rencontre avec les maires le 6 février 2013, la CINOR maintient sa demande de suspension de la campagne des contrôles pour une durée de 3 mois et envisage de réaliser un audit organisationnel et financier du SPANC. A cet effet, le Conseil d'Administration sera saisi pour avis sur le cahier des charges.

Monsieur MAILLOT annonce par ailleurs, que sur la base des propositions tarifaires et de recouvrement faites par le SPANC, la commune de Saint-Denis est favorable à la poursuite des contrôles sur son territoire.

Monsieur RASSABY estime qu'en termes d'organisation, il est possible de procéder dans un premier temps aux contrôles dans la commune de Saint-Denis (Lot 1), puis de réaliser ultérieurement ceux des installations des communes de Sainte-Marie et Sainte-Suzanne (Lot 2).

Il se félicite que la position de Saint-Denis évite ainsi au SPANC de supporter des conséquences financières du fait d'une suspension de la prestation.

Monsieur le Directeur précise qu'aucun contrôle réalisé à ce jour n'a fait l'objet d'un recouvrement sur la base du tarif en vigueur, tarif qu'il faudra donc révisé.

Appelé à délibérer, le Conseil d'Administration décide à l'unanimité :

- 1- Les contrôles des systèmes d'Assainissement Non Collectif existants seront réalisés dans un premier temps sur la commune de Saint-Denis (Lot 1).
- 2- Les contrôles sur les communes de Sainte-Marie et Sainte-Suzanne (Lot 2) seront effectués à la suite du Lot 1, dans la limite des délais contractuels.
- 3- Les redevances fixées par la tarification en cours d'étude seront appliquées aux usagers contrôlés.

2/ VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF 2012 DE LA REGIE DU SPANC.

Rapporteur : Monsieur le Directeur

Le Directeur expose que comme en 2011, le compte administratif 2012 de la Régie du SPANC fait apparaître un résultat de l'exercice déficitaire.

Toutefois, avec le report du résultat budgétaire de l'année précédente, le résultat de clôture est positif.

Le Conseil d'Administration après avoir oui :

- ADOPTE le compte administratif 2012 de la Régie du SPANC sur le Territoire de la CINOR qui a été arrêté de la façon suivante :

	Dépenses	Recettes	Reste à réaliser
Section d'exploitation	385 053,15 €	1 372 129,08 €	0,00 €
Section d'investissement	13 320,20 €	241 632,55 €	0,00 €

3/ VOTE DU COMPTE DE GESTION 2012 DE LA REGIE DU SPANC.

Rapporteur : Monsieur le Receveur Municipal

Monsieur TUAL présente l'analyse du compte de gestion 2012 qui est conforme au compte administratif approuvé précédemment.

Il attire de nouveau l'attention sur les restes à recouvrer des exercices 2007-2012 d'un montant 78 653,75 € et la difficulté de retrouver les débiteurs.

Le Conseil d'Administration après avoir oui :

- ADOPTE le compte de gestion 2012.

4/ AFFECTATION DU RESULTAT DU COMPTE ADMINISTRATIF 2012.

Rapporteur : Monsieur le Directeur

Le Conseil d'Administration après avoir oui :

- APPROUVE l'affectation du résultat du compte administratif 2012 de la Régie du SPANC opérée de la manière suivante :
 - L'excédent de la section de fonctionnement de 987 075,93 € est affecté en totalité en exploitation.

5/ VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2013.

Rapporteur : Monsieur le Directeur

Le Conseil d'Administration après avoir oui :

- ADOPTE le budget primitif 2013 de la Régie du Service Public d'Assainissement Non Collectif du Territoire de la CINOR qui s'élève à :
 - 1 200 000,00 € en section d'exploitation (80 %) ;

- 275 000,00 € en section d'investissement (20 %).

6/ QUESTIONS DIVERSES.

Monsieur MVONDO expose le problème d'Assainissement Non Collectif répertorié rue Louis Hoareau et rue des Cascavels à Sainte-Suzanne, à savoir des résurgences récurrentes des eaux usées sur la voie publique et les propriétés privées.

Il demande aux élus communautaires siégeant au Conseil d'Administration d'intervenir auprès de la CINOR pour régler ce problème d'urgence.

Monsieur MAILLOT demande de préparer un courrier à l'attention du Président de la CINOR.

L'ordre du jour étant épuisé.

16H05 : La séance est levée.